



Suède : la coopération dans l'industrie d'armement comme marqueur de l'identité de défense

L'évolution de la géopolitique baltique, la crise ukrainienne, ainsi que les difficultés de l'aviation suédoise à réagir face à l'intrusion d'aéronefs russes dans son espace aérien, alertent les dirigeants suédois sur la nécessité d'une évolution en matière de sécurité et de défense du pays.

La transformation progressive de l'identité de défense suédoise : retour à une logique nationale

Alors que les années 2000 ont été pour la Suède synonymes de coopération internationale au travers d'opérations multilatérales, et de réductions notables et continues des dépenses de défense, l'année 2015 marque une évolution politique. En effet, la *Declaration on Defence Direction 2016-2020* opère un retour au concept de « *Total Defence* » qui considère la défense du territoire comme prioritaire par rapport à la participation aux opérations internationales. Cette démarche suscite un transfert des ressources financières de la seconde à la première. En janvier 2015, le chef d'état-major des armées rappelait l'urgence d'augmenter les moyens de l'armée suédoise et déplorait son sous-financement au regard de la détérioration du contexte extérieur. En effet, dès 2013 il déclarait à ce propos qu'en cas de conflit limité, la Suède ne serait pas en mesure de tenir plus d'une semaine.

Aujourd'hui, sont évoqués : la remilitarisation de l'île du Gotland, position stratégique de protection des pays baltes face à la puissance russe, le retour à la conscription, ainsi qu'une hausse du budget de la défense de 12,25% sur les cinq prochaines années.

L'industrie de l'armement : composante essentielle de l'effort de défense suédois

Malgré des contraintes budgétaires élevées, la Suède doit maintenir sa base industrielle et technologique de défense (BITD), synonyme d'autonomie stratégique. En 2012, est promulguée la *Defence Logistic Reform* qui accorde à la FMV (administration suédoise du matériel de défense) une extension de son mandat et qui tend à un transfert accru des responsabilités vers les acteurs privés dans le domaine de l'armement, qui jusque-là recevaient leurs ordres de la FMV. En février 2013, cette dernière et *SAAB AB* signent un contrat pour le développement et pour la modification de 60 avions de combat *Gripen* qualifiés d'« intérêt pour la sécurité nationale ». Cette ligne de conduite sera maintenue par le gouvernement de Stefan Löfven, à défaut d'une formalisation structurée de la politique industrielle de défense.

Au tournant des années 1990-2000, la Suède engage une restructuration de son secteur industriel de défense. En effet, elle ne peut plus maintenir l'effort budgétaire en matière de compétences nationales. De fait, l'État ne dispose d'aucune participation publique dans le capital des industries de défense. Cependant, la structure du groupe pivot *SAAB AB* témoigne de la persistance d'un certain nationalisme industriel avec la présence dominante d'investisseurs privés suédois, de type banques et assurances. Pour autant, ce sentiment est battu en brèche par un processus qui favorise l'entrée massive d'investisseurs étrangers dans le capital des entreprises partenaires, du fait de l'absence de restrictions. L'exemple le plus significatif est sans doute celui du motoriste *Volvo Aero* qui passe en 2012 sous contrôle du britannique *GKN* à 100%. Ces éléments font écho aux premières failles du principe de souveraineté suédois : l'autonomie industrielle et technologique, à laquelle se substituent les intérêts économiques.

La coopération technologique : soutien à la faillibilité des capacités de l'industrie de défense suédoise

Dans le domaine technologique, il a été choisi de produire en partenariat avec le Brésil 36 *Gripen* dont certains sont à destination de la Suède. Le constructeur brésilien *Embraer* est ainsi chargé de la performance globale du programme et de la production des deux modèles : *NG* (Brésil) et *E* (Suède). En outre, l'industriel israélien *AEL Sistemas* fournit les systèmes modernes de visualisation tête haute. Enfin, d'autres systèmes et composants des *Gripen* sont fabriqués par des entreprises américaines et donc soumis aux règles strictes d'import-export du Congrès.

Cette collaboration est une condition *sine qua non* à la réalisation du programme, puisqu'elle permet un partage des coûts de développement. Ainsi, s'entrevoient les difficultés éprouvées par l'industrie d'armement suédoise, relatives aux enjeux de son autonomie et de son indépendance.

Une BITD forte est un élément qui contribue à la souveraineté nationale. La Suède n'envisage pas de déroger à ce principe, malgré des contraintes économiques qui l'obligent à s'ouvrir à une collaboration technologique, devenue indispensable à son effort de défense. Au-delà de l'affichage, la BITD suédoise est remise en cause.